

## Questions orales

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, c'est assez aberrant d'entendre le député de Montréal—Sainte-Marie parler de s'inquiéter du sort du premier ministre du Québec, M. Bourassa, alors qu'il faisait partie d'une formation politique dont le chef a traité M. Bourassa de «mangeur de hot-dogs», qui est une déclaration des plus indignes et méprisables à l'égard du Québec. Voilà l'attitude véritable du parti libéral en ce qui concerne le premier ministre du Québec et les Québécois.

En ce qui concerne les résultats économiques, les faits, si mon ami n'accepte pas les déclarations de Statistique Canada, qu'il regarde une deuxième fois, alors qu'il était député à la Chambre et muet comme une carpe: les taux d'intérêt à 22 p. 100, les taux d'intérêt à 16 p. 100, des Québécois en faillite. Seulement dans 55 mois, 40 000 nouveaux emplois ont été créés par les libéraux, alors que presque 272 000 nouveaux emplois ont été créés par le gouvernement conservateur. C'est vraiment un pas magistral en faveur de l'économie du Québec, et le député devrait le souligner avec joie au lieu de critiquer le gouvernement conservateur.

\* \* \*

[Traduction]

## LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

## DIGNITÉ RURALE—LA SURVEILLANCE EFFECTUÉE PAR DES EMPLOYÉS DE LA SOCIÉTÉ

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de Postes Canada et concerne un incident plutôt bizarre qui s'est produit samedi dernier dans ma circonscription.

Samedi après-midi, j'avais convoqué à mon bureau trois membres de l'opération Dignité rurale, deux femmes et un homme, pour leur remettre des pétitions signées qu'on avait déposées chez moi. Ils ont répondu à mon appel et je les ai donc accueillis à mon bureau. En entrant, ils m'ont appris que deux fonctionnaires de Postes Canada les avaient suivis en voiture dès leur départ d'Ironbridge, et qu'ils poursuivaient leur surveillance à partir du terrain de stationnement.

Je suis allé m'adresser aux deux occupants de la voiture. Ils m'ont dit agir sur l'ordre de Don Lander, président de Postes Canada.

Voici maintenant ma question au ministre responsable de Postes Canada. Puisque nous ne sommes pas en Union soviétique où il est tout de même question de *glasnost*, le ministre responsable de Postes Canada peut-il m'expliquer, de même qu'aux Canadiens, la raison de cette filature, de ce harcèlement de la part des «dondons macoutes» des Postes?

● (1440)

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** J'ai l'impression que ces dernières semaines, monsieur le Président, sous le couvert de l'opération Dignité rurale, des syndiqués des postes harcèlent la Société d'un bout à l'autre du pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Andre:** Fait intéressant à signaler, le député de Nickel Belt a lancé une pétition auprès de Postes Canada pour que celle-ci ouvre un service postal à Wanup, municipalité de sa circonscription ontarienne. Postes Canada a accepté, afin de desservir 450 citoyens qui n'avaient jamais eu de bureau de poste. Le député s'en est réjoui. Cette mesure a été prise en vertu de la politique à laquelle s'opposent le député et son chef de parti, sous prétexte qu'elle ne prévoit que des fermetures de bureaux de poste dans les campagnes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, le ministre apprendra que je ne le laisserai pas m'écarter de mon but . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rodriguez:** . . . par des boutades semblables.

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, je voudrais revenir sur la question, car le ministre a affaire à un problème épineux et il évite de répondre à la question.

Dans une démocratie comme la nôtre, comment explique-t-il que, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, on ait ainsi suivi des gens qui ne cherchaient ni à harceler ni à menacer la Société des postes, un samedi où tout les bureaux de poste sont en fait fermés? Le ministre peut-il expliquer aux Canadiens et à la Chambre pareil comportement dans une démocratie comme la nôtre?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Dans sa première question, le député a déclaré que des employés de la Société des postes avaient suivi des membres de Dignité rurale dès Iron Bridge. À présent, il soutient qu'ils l'ont fait de Vancouver ou de St. John, Terre-Neuve. Le député pourrait peut-être expliquer à la Chambre en quoi il est digne de parcourir le pays en répandant des renseignements erronés et en annonçant à tort la fermeture de certains bureaux de poste, semant inutilement la crainte dans l'esprit des gens, ainsi de suite? Peut-être qu'il pourrait expliquer à la Chambre comment il se fait qu'un député, si j'ai bien compris ce qu'on m'a rapporté, ait traversé la rue en courant pour invectiver quelques employés d'une société d'État et les insulter méchamment, et qu'il prétende ensuite que ces gens se comportaient mal?

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—ON DEMANDE UN REPORT DE L'IMPÔT POUR LES ÉLEVEURS

**M. Bill Gottselig (Moose Jaw):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il est sans doute au courant de la très grave sécheresse qui sévit dans l'Ouest. Les températures ont atteint 42 degrés au cours de la fin de semaine dernière. La situation est critique pour les éleveurs. L'herbe ne pousse pas. Les fosses-réservoirs se dessèchent. Les provisions de fourrage sont très faibles. Cela veut dire que les éleveurs seront forcés de vendre jusqu'à la moitié de leurs troupeaux.